

Groupe 1 - Post 2

Article : Social Credit System, Wikipédia - édité la dernière fois le 24/09/2018

Lien : https://en.m.wikipedia.org/wiki/Social_Credit_System

Objectif: Présenter plus le sujet, l'idée derrière, le statut actuel et les risques posés

Les progrès en analyse de données et en surveillance massive ont amené la création du système de crédits sociaux chinois. Il a été conçu pour sensibiliser à l'intégrité et au niveau de crédibilité de la société. Le gouvernement chinois va essayer d'atteindre ces buts en se basant sur des changements dans quatre domaines: l'honnêteté dans les affaires gouvernementales, la crédibilité judiciaire et l'intégrité commerciale et sociétale.

Le choix d'instaurer ce système de crédits sociaux en un temps où nous sommes au milieu de controverses en ce qui concerne l'invasion de la vie privée, le droit sur nos données et liberté personnelle n'est pas anodin. Alors que nos politiciens aujourd'hui se battent activement pour les protéger, à l'autre bout du monde le gouvernement chinois a choisi au contraire, en 2014 déjà, de les utiliser. Les opinions sur le sujet peuvent varier, certains caractérisent le système de soft-dictature, d'autres sont intrigués par les résultats à venir. Nous aimerions faire part de nos recherches pour aider à former sa propre opinion sur le sujet et créer un contraste avec l'actualité dans les pays de l'Ouest.

Nous avons évoqué dans le "Post 1" un des moyens utilisé par le gouvernement pour récolter les données. L'objectif est que d'ici deux ans il y ait une quantité de données suffisante pour que les algorithmes chargés de l'attribution des crédits soient le plus précis possibles. Pour cela, on ne peut se fier qu'aux caméras. C'est pourquoi le système est conçu pour infiltrer tous les aspects de la vie: état financier, activité en ligne, localisation, cercle d'amis, santé, assurance, statut social, temps passé sur les jeux vidéos etc... Cela dit, le gouvernement chinois n'est pas encore certain de la manière exacte dont il veut implémenter ces données dans le logiciel. Il pense pour l'instant le déléguer à une compagnie privée.

Ce système, auquel certaines compagnies chinoises ont contribué, est encore en phase test et est censé être opérationnel en 2020. A chaque fois qu'une personne fait quelque chose "hors norme", ses crédits se voient changer, que ce soit pour le bien ou pour le mal. Dans les pires cas des sanctions seront appliquées mais elles n'ont rien de plaisant. Un bas crédit peut: empêcher de voyager, restreindre la vitesse de connection à internet, exclusion de certains boulots, hôtels voir même vous placer sur une blacklist. Cela dit, parfois c'est la famille du "mauvais citoyen" qui en paye le prix, si par exemple l'un des parents a un bas crédit social et que cela se répercute sur un moins bon accès à l'éducation pour ses enfants.

A ce jour plusieurs millions de personnes n'ont pas pu prendre le train ou l'avion à cause de ce système dans les zones de test - imaginez la situation une fois la chose entièrement opérationnelle...

L'Europe n'est pas à l'abris, l'article cite deux cas semblables où l'Allemagne et le Royaume Uni auraient utilisé des données sur l'usage du téléphone ou du paiement du loyer pour filtrer quelques demandes d'emploi, déterminer l'accès aux services sociaux, fournir un certain type de publicités... et ce ne sont que les cas connus. Il n'en faut pas beaucoup pour que la NSA (National Security Agency) ou la EDA (European Defence Agency) ait les moyens de faire de même.

Le prochain post traitera de la technologie du traitement d'images qui permet tout cela.